JEAN-MARC BIKOKO, LE COMBAT DANS L'ÂME

Cameroun



À 59 ans, Jean-Marc Bikoko est un syndicaliste camerounais engagé. Membre fondateur de Dynamique citoyenne, partenaire du Secours Catholique, il a décidé de lancer, en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile, la campagne « Tournons la page » dans son pays gouverné par Paul Biya depuis 1982. Ses idéaux : la justice sociale et le respect des libertés d'expression et de manifestation.

15 septembre 2015. À Yaoundé, la capitale camerounaise, Jean-Marc Bikoko et plusieurs autres membres de Dynamique citoyenne se font interpeller alors qu'ils organisent un atelier de lancement de la campagne « Tournons la page », soutenue par le Secours Catholique. Celle-ci vise à dénoncer les gouvernants africains qui s'accrochent au pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que Jean-Marc Bikoko, leader syndical, passe des nuits en cellule. Il est vite relâché avant d'être inculpé pour manifestation illégale et rébellion simple. L'affaire est pendante devant le tribunal de première instance de Yaoundé.

Car au pays de Paul Biya, la démocratie n'existe que sur le papier : « Il faut déclarer les manifestations et quand elles ne conviennent pas au pouvoir, celuici les interdit. Alors que les marches pour la gloire du Prince n'ont besoin d'aucune autorisation! Le Cameroun est une dictature déguisée », s'insurge Jean-Marc Bikoko.

Au pouvoir depuis 1982, Paul Biya a fait sauter en 2008 le verrou constitutionnel que représentait la limitation des mandats. En toute logique, il devrait se représenter à la prochaine élection prévue en 2018.

« Le système est assis sur une gouvernance chaotique gangrenée par la corruption »

Pour le leader de Dynamique citoyenne, il faut un changement de régime : « Le système est assis sur une gouvernance chaotique gangrenée par la corruption et les détournements de fonds. Rien n'est respecté et le système électoral est contrôlé par le parti au pouvoir. Il a un logiciel de résultats des élections qui lui garantit d'office près de 80 % des voix. Et pendant ce temps, la population connaît des coupures d'eau et d'électricité. Le peuple et ses gouvernants vivent sur deux planètes différentes. »

Avec 40 % de la population qui vit avec moins de 1 dollar par jour et une espérance de vie de 57 ans, le Cameroun fait partie des pays les plus pauvres du monde, malgré ses richesses naturelles (minières, agricoles...).

« VAINCRE OU MOURIR »

C'est bien cette indignation face à la misère sociale qui a poussé Jean-Marc Bikoko à la révolte. Il déclare avoir appris très tôt la logique de survie : « J'ai perdu mon père à l'âge de 11 ans. Ma mère s'est battue pour faire de nous des hommes utiles dans la société. Elle vendait des beignets et de la bouillie au marché. Nous nous levions à 3 heures du matin pour l'aider avant d'aller à l'école. »

C'est dans ce contexte que Jean-Marc réussit à entrer au lycée, puis à l'université où il apprend le métier d'enseignant d'histoire-géographie. Mais en 1993, le Cameroun est frappé par une crise économique. Le régime de Paul Biya baisse les salaires de 70 %. Jean-Marc n'arrive plus à subvenir à ses besoins et s'engage dans l'action syndicale.

À la fin de 1994, il est révoqué de la fonction publique, puis il est réintégré en 1995, mais muté aussitôt dans l'extrême sud du pays, à la frontière avec la Guinée équatoriale. Il refuse de partir afin de poursuivre son action syndicale à Yaoundé et il est privé de salaire durant trois ans.



« Là, je n'ai pas baissé les bras, car je devais vivre. Je me suis dit : "Vaincre ou mourir." Je me suis engagé dans un combat contre l'injustice. D'ailleurs, la corruption qui prédomine n'est que la résultante d'un contexte de précarité qui pousse les gens à bout. » Devenu président de la première confédération des syndicats de la fonction publique en 2000, Jean-Marc Bikoko estime qu'il faut améliorer les conditions de vie de la population camerounaise.

« Vaut mieux mourir dans une manifestation que mourir d'une maladie que je n'ai pas pu soigner à la maison »

À titre d'exemple, il cite le coût élevé des frais universitaires qui prive d'études supérieures de nombreux jeunes Camerounais. Sur 10 000 bacheliers, seuls 2 000 poursuivent leurs études. Et sans éducation, pas de réflexion sur la nature du régime et pas de mobilisation.

« La nature répressive et dictatoriale du régime fait qu'il faut être boosté et informé pour se décider à affronter le pouvoir. Aujourd'hui, les Camerounais ont intériorisé la peur et beaucoup préfèrent mourir dans la pauvreté plutôt que d'aller défendre leurs droits, explique Jean-Marc Bikoko. Moi, je dis qu'"un cadavre n'a plus peur du cercueil": vaut mieux mourir dans une manifestation que mourir d'une maladie que je n'ai pas pu soigner à la maison. »

D'où l'ambition de Dynamique citoyenne : aider les Camerounais à se départir de cette peur et les mobiliser pour demander des comptes au régime. Depuis dix ans, le mouvement a notamment mis en place des groupes d'analyse et de contrôle du budget.

Désormais, son cheval de bataille est la campagne "Tournons la page". Distribution de tracts, de tee-shirts, organisation de conférences : « L'idée est que ce slogan soit popularisé et adopté par la majorité des Camerounais d'ici à la fin de l'année », annonce Jean-Marc.

Croyant, le leader syndical reste optimiste : « La volonté de Dieu se fait sur la terre comme au ciel. Le régime en place au Cameroun n'en a plus pour longtemps, car la révolution est en train de se faire toute seule. L'énigme, c'est : sera-t-elle violente ou pacifique ? »

Cécile LECLERC – Secours Catholique France - Publié le 04/07/2016